

# Modification des délais de recours

Mardi de la DGPR  
6 décembre 2011

DGPR / SRT / BRPICQ  
Gaëlle Le Breton

Ressources, territoires, habitats et logement  
Énergie et climat Développement durable  
Prévention des risques Infrastructures, transports et mer

**Présent  
pour  
l'avenir**



Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de la Mer  
en charge des Technologies vertes et des Négociations sur le climat

# Modification de l'article L. 514-6 du code de l'environnement

- L'article 211 de la loi du 12 juillet 2010 (Grenelle II) est venu radicalement modifier l'article L. 514-6 définissant les délais de recours
  - La loi définit les décisions qui pourront relèveront du contentieux de pleine juridiction
  - Un décret en conseil d'Etat définit les délais de recours
    - Tous les délais dérogatoires (carrières, installation d'élevages ou liée à l'élevage, service publics locaux, enregistrement) sont supprimés
    - Ce nouvel article L. 514-6 est entrée en vigueur depuis le 1er janvier 2011
- Pour mémoire, cet article L. 514-6 concerne aussi bien les délais recours en matière d'installations classées que les délais de recours en matière de IOTA

# Un délai de recours unique : R. 514-3-1 du code de l'environnement

Pour toutes les ICPE et les IOTA, désormais, il existe deux types de délais de recours :

- pour les exploitants (inchangé par rapport à ce qui existait) : deux mois à compter de la notification de la décision
- Pour les tiers : un an à compter de la publication de la décision + 6 mois à compter de la mise en activité

# Les exceptions

- ✓ **Pour les installations d'élevage** : le délai de recours est le même, bien que la base légale soit différente suivant si on est un tiers (L. 515-27) ou un exploitant (R. 512-3-1)
  - NB : ces délais de L. 515-27 ne concernent QUE les ICPE d'élevage, et non pas les installations liées à l'élevage qui – elles – restent soumis à l'article R. 514-3-1.
- ✓ **Pour les éoliennes** :
  - *Pour les exploitants* : deux mois à compter de la notification (identique à R. 514-3-1)
  - *Pour les tiers* : six mois à compter de la publication ou de l'affichage des décisions faisant grief.



# A savoir

- les déclarations de mise en activité (R. 512-44) sont supprimées
- Les délais de recours pour les carrières passent de 6 mois à 1 an à compter de la publication + 6 mois à compter de la mise en activité
- Il convient de viser, non plus l'article L. 514-6 dans la notification des délais de recours, mais l'article R. 514-3-1



Merci pour votre attention

